



Independence of the Judicial Officer With Respect to the Judge

In a different register another controversy remains: that of the independence of the judicial officer with respect to the judge. Two conceptions are opposed in the EU: one where the judge is omnipresent and where each stage of the procedure is subject to an authorization, the other, undoubtedly more effective, where the judge only intervenes to settle disputes while abstaining from involving himself in the engaged activity between parties to the enforcement.

What about Europe?

The whole of its measures, aiming at implementing an area of freedom, security and justice, is in the middle of the concerns both of the EU (European Enforcement Order – European Order For Payment, etc.) and the Council of Europe (Recommendation Rec (2003) 17 of September 9th, 2003), of its component the CEPEJ as well as the ECHR (jurisprudence under Article 6).

Answering the questions of the audience, Jacques Isnard was to stress the importance for the European Union to have a “European” judicial officer with a harmonized status to preserve legal security, an essential element in the field of economic and international relations.

The debates with the audience were to be chaired successively by Mr. Maryan Vrabko, Dean of the Komenskeho University, and Professor Stevcek of the Bratislavská faculty.

Besides the conferences, president Isnard met D.H.C. Vladimir Cecot, Secretary of State of Internal Affairs, and Mr. Milan Karabin, President of the Supreme Court.



Marian Vrabko, doyen faculté de droit univ. Komenskeho, Dean of the Law Faculty of Komenskeho

L'Opéra de Bratislava – The Opera of Bratislava



5^e séminaire des huissiers de justice nordiques à Stockholm des 12 au 14 septembre 2007

L'UIH a participé au 5^e séminaire nordique organisé cette fois par la Chambre des huissiers de justice de Suède, à Stockholm, sur le thème de la situation du débiteur au-delà des frontières.

Une représentation de l'UIH au plus haut niveau

C'est à Stockholm, capitale de la Suède, que c'est déroulé cette grande manifestation sur les voies d'exécution. Il s'agissait de poursuivre sur les travaux des précédents séminaires qui se tiennent depuis 1999 en Finlande, au Danemark, en Norvège et en Suède. Force est de constater que ces rencontres sont toujours suivies avec beaucoup d'intérêt et connaissent un succès grandissant. Ainsi, du 12 au 14 septembre une centaine d'huissiers de justice nordiques se sont rencontrés à Stockholm pour échanger des idées et pour travailler ensemble au sein d'ateliers.

L'UIH était représentée par ses plus hautes instances : son président, Jacques Isnard, son premier vice-président, Leo Netten, et l'un de ses vices présidents, Roger Dujardin, témoignant ainsi du grand intérêt que porte notre organisation à ces rencontres scandinaves.

Le thème du séminaire était « *La situation du débiteur au-delà des frontières – the debtor in focus* ». Ce thème a été décliné en sous thèmes dans des ateliers. Il avait été préparé une étude comparative dans les pays scandinaves sur les droits et les obligations du débiteur, sur les droits et les obligations du tiers, sur la saisie bancaire et enfin sur la prévention des difficultés. Le but des séminaires est de trouver des moyens d'harmoniser l'exécution en Scandinavie.

Tout le monde veut régler ses dettes

La cérémonie d'ouverture a été dirigée par Mme Eva Liedtröm Adler, huissier de justice et directrice du Service public de recouvrement forcé national, et par M. Olof Dahnell, nouveau président de la Chambre des huissiers de justice suédois.

Puis plusieurs intervenants ont traité différents sujets sur le rôle et la situation des débiteurs et des créanciers. Le premier intervenant était M. Eugène Palmér, ancien directeur du Service public du recouvrement forcé, qui a traité le thème suivant : « *Tout le monde veut régler ses dettes* ». M. Palmér a souligné l'importance d'agir très vite afin d'éviter qu'un justiciable ne devienne débiteur et le reste. Il a également présenté une étude comparative avec d'autres pays et a indiqué comment ces pays traitent le surendettement.

Puis M. Tomas Bernsprang, ancien débiteur et actuel représentant d'un organe de représentation de débiteurs, a abordé le thème : « *Pourquoi les débiteurs ne payent ils pas leurs dettes ?* » Sur un ton très vivant, il a raconté comment il est devenu débiteur et comment, après de nombreuses années de souffrance et de sacrifice, il a pu réussir à se libérer de ses dettes.



Un représentant d'une société de recouvrement, M. Anders Cardell, est également intervenu pour présenter le point de vue des créanciers vis-à-vis des débiteurs et le rôle du service public de recouvrement forcé.

Pour équilibrer les rapports et les intérêts opposés des débiteurs et des créanciers, M. Hakan Meurling, juriste auprès la Commission nationale de l'informatique et des libertés, a parlé de la « *Surveillance des créanciers et des méthodes de recouvrement par la société* ».

En Suède il existe un fichier public sur les débiteurs. Ce fichier concerne les mauvais payeurs et les insolvables. M. Bernt Vestlund, représentant de cette institution, a informé les participants sur les conditions d'accès à ce registre et quels étaient les renseignements que l'on pouvait y trouver.

Une intervention très remarquable

L'UIHJ participe toujours aux séminaires nordiques, de même que les confrères des pays baltes (Estonie, Lettonie, Lituanie). Jacques Isnard, président de l'UIHJ, participait cette fois pour la première fois comme intervenant. Sa

présentation, entièrement en anglais, était intitulée : « *La situation du débiteur – le débiteur en question – the debtor in focus* ». Cette très pertinente étude comparative des pays membres de l'UIHJ a rencontré un énorme succès parmi les huissiers de justice nordiques.

Pour les participants autres que ceux des pays nordiques, un programme spécial avait été prévu. Pendant que les huissiers scandinaves travaillaient dans les ateliers, les représentants de l'UIHJ, Jaques Isnard, Leo Netten et Roger Dujardin, ainsi que les confrères baltes, ont pu visiter le Service public de Stockholm où ils purent se familiariser davantage avec le système de l'exécution en Suède.

Tous les thèmes abordés ont suscité un vif intérêt et les débats furent particulièrement animés. Ce bilan très positif laisse présager la poursuite des séminaires pour l'avenir. Les participants ont quitté Stockholm la tête remplie de nouvelles idées et de nouveaux contacts avec leurs homologues scandinaves.

Le prochain séminaire se déroulera au Danemark. Le témoin lui est maintenant donné pour organiser le prochain séminaire qui se déroulera en 2009.

5th Seminar of the Scandinavian judicial Officers in Stockholm From 12 to 14 September 2007

The UIHJ Took Part in the 5th Scandinavian Seminar Organised this time by the Chamber of the Judicial Officers of Sweden, in Stockholm, on the Topic of the Situation of the Debtor Beyond Borders.

A Representation of the UIHJ at the Highest Level

It is in Stockholm, capital of Sweden, that was hosted this major event on enforcement procedures. It was a question of continuing the works of the preceding seminars which are held in Finland, Denmark, Norway and Sweden, since 1999. These meetings are always followed with much interest and prove to encounter a growing success. Thus, from 12 to 14 September, a hundred Scandinavian judicial officers met in Stockholm to exchange ideas and to work within workshops.

The UIHJ was represented by its higher authorities: its president, Jacques Isnard, its first vice-president, Leo Netten, and one of its vice presidents, Roger Dujardin, thus showing the great interest of our organisation for these Scandinavian meetings.

The topic of the seminar was "*the situation of the debtor beyond borders - the debtor in focus*". This topic was declined in sub-topics in workshops. It included a comparative study in the Scandinavian countries on the rights and obligations of the debtor, on the rights and obligations of third parties, on the seizure of bank accounts and finally on the prevention of the difficulties. The goal of the seminars is to find means of harmonising enforcement in Scandinavia.

Everyone Wants to Settle His Debts

The opening ceremony was chaired by Mrs. Eva Liedtröm Adler, judicial officer and director of the National Enforcement Service, and by Mr. Olof Dahnell, new president of the Chamber of the Swedish judicial officers.

Then several speakers covered various subjects on the role and the situation of both debtors and creditors. The first speaker was Mr. Eugene Palmér, former Director of the National Enforcement Service, who talked about the following topic: "*Everyone wants to settle his debts*". Mr. Palmér stressed the importance to act very quickly in order to avoid that a citizen become debtor and remains one. He also presented a comparative study with other countries and indicated how these countries treat the excessive debts.

Then Mr. Tomas Bernsprang, former debtor and current representative of a body of representation of debtors, the approached the topic of: "*Why debtors do not pay their debts?*" On a very live tone, he told how he became a debtor and how, after many years of suffering and sacrifice, he could finally pay off all his debts.

A representative of a debt collecting agency, Mr. Anders Cardell, also intervened to present the point of view of creditors with respect to debtors and the role of the National Enforcement Service.



To balance the relations and the opposite interests of debtors and creditors, Mr. Hakan Meurling, lawyer at the National Commission of Data Processing and Freedoms, spoke about the "Monitoring of the creditors and the methods of collecting debts by society".

In Sweden there is a public file on debtors. This file relates to unwilling debtors and the insolvent ones. Mr. Bernt Vestlund, representative of this institution, informed the participants on the conditions of access to this register and which were the information which one could find there.

A Remarkable Intervention

The UIHJ always takes part in the Scandinavian seminars, just as the fellow-members of the Baltic States (Estonia, Latvia, Lithuania). However, for the first time Jacques Isnard, president of the UIHJ, participated as a speaker. His presentation, entirely in English, was entitled: "The situation of the debtor - the debtor in question, the debtor in focus". This very relevant comparative study of the Member States of the UIHJ met an enormous success among the Scandinavian judicial officers.

For the participants other than those of the Scandinavian countries, a special program had been planned. While the Scandinavian judicial officers were occupied with the workshops, the representatives of the UIHJ, Jaques Isnard, Leo Netten and Roger Dujardin, as well as the Baltic fellow-members, could visit the National Enforcement Service of Stockholm where they could get more acquainted with the enforcement system in Sweden.

All the topics approached aroused a keen interest and the debates were particularly animated. This very positive assessment leads to predict the continuation of the seminars as for the future. The participants left Stockholm the head filled with new ideas and new contacts with their Scandinavian counterparts.

The next seminar will be in Denmark. The baton is now handed over to this country to organise the next seminar which will take place in 2009.

Deux membres de l'UIHJ en mission en Turquie pour le Conseil de l'Europe

Des 4 au 10 mai 2008, Mathieu Chardon, 1^{er} secrétaire de l'UIHJ et Jos Uitdehaag, 1^{er} questeur de l'UIHJ se sont rendus à Antalya et à Bodrum pour une visite d'évaluation dans le cadre d'un programme conjoint du Conseil de l'Europe et de l'Union européenne d'aide à l'organisation juridictionnelle en Turquie.

Une aide technique

L'objet de ce projet, mis en place par le Conseil de l'Europe et financé par l'Union européenne, en coopération avec le ministère de la justice de Turquie, est de fournir au ministère de la justice turc une aide technique pour l'amélioration du fonctionnement et de l'efficacité des juridictions et des départements de l'exécution. Ce projet a débuté en décembre 2007. Il en est à sa première phase d'évaluation. L'objet de la mission était de se familiariser avec le mode actuel de fonctionnement afin d'identifier les carences du système de fonctionnement des juridictions. La finalité de l'opération est de permettre au système judiciaire turc d'être en conformité avec les standards européens.

C'est dans ce cadre que, une nouvelle fois, le Conseil de l'Europe s'est tourné vers Mathieu Chardon (France) et Jos Uitdehaag (Pays-Bas), membres de l'UIHJ avec lequel il travaille régulièrement depuis maintenant huit ans. Le Conseil de l'Europe s'était également entouré d'un aréopage d'experts de l'Union européenne (Peter Gilles, professeur à la faculté de droit de Frankfurt, Allemagne, et Peter Hadler, magistrat à Vienne, Autriche) et de Turquie : Gulsüm Misir, juge de l'exécution, Okan Tadelen, magistrat attaché au ministère de la justice, Gökçen Topuz, professeur de droit, Hatice Kara, magistrat, Seyit Camlibel, directeur du bureau de l'exécution de Eskisehir. L'équipe des experts était complétée par Cuneyd Er (Conseil de l'Europe) et deux experts locaux, Mustafa Liker Gürkan et Turgay Soyer. La mission était dirigée de main de maître par Manfred

Buric, expert du Conseil de l'Europe en résidence en Turquie. Enfin, il ne faut pas oublier les quatre interprètes dont la qualité du travail a été unanimement appréciée par tous : Ragıp Duran, Sezin Tekin, Verda Kivrak et Sasha Karadeniz.

Uyap : un système informatique de grande envergure

C'est sur la base d'une cinquantaine d'entretiens avec de nombreux juges, juges de l'exécution, agents d'exécution, directeurs et sous-directeurs de bureaux de l'exécution d'Antalya puis de Bodrum, que les experts du Conseil de l'Europe ont pu, pour certains se familiariser, et pour les autres approfondir leurs connaissances avec le système de l'exécution des décisions de justice en matière civile en Turquie. Les experts ont préalablement été successivement reçus par Osman Vuraloglu et Omür Topaç, respectivement procureurs en chefs des tribunaux d'Antalya et de Bodrum.

L'exécution est confiée aux bureaux de l'exécution. Les bureaux sont situés au sein du palais de justice. Chaque bureau comprend généralement un directeur, deux sous-directeurs et deux officiers chargés de procéder aux mesures d'exécution forcée. En fonction de la taille de la juridiction, un ou plusieurs bureaux sont constitués. A Antalya, juridiction de 700 000 habitants, sept bureaux sont constitués. A Bodrum, 50 000 habitants hors saison estivale (plus d'un million pendant la période estivale), seuls deux bureaux sont ouverts.

Selon la loi turque, une fois le jugement rendu, il

Les experts du Conseil de l'Europe avec Osman Vuraloglu, procureur en chef des tribunaux d'Antalya (quatrième en partant de la gauche) — The experts with Osman Varaloglu, Chief Public Prosecutor of the Courthouse of Antalya (Fourth from the left)

